

L'enseignement à distance et les MOOCs au Sénégal : état des lieux et problématique

Premier colloque international du Réseau Francophone d'Agences d'assurance qualité :
« Nouveaux défis de l'assurance qualité: des ESG 2.0 aux MOOCs »,
Table ronde 1: « les MOOCs et la formation à distance dans le paysage de l'enseignement supérieur »
Nancy, 9-10 février 2015

Pr. Papa GUEYE

papa.gueye@anaqsup.sn

www.anaqsup.sn



ANA-SUP

PLAN DE PRESENTATION

- I-Introduction;
- II-Etat des lieux et réalisations dans le domaine des TICs et de l'enseignement à distance;
- III-Les MOOCS au Sénégal;
- IV-Acteurs, responsabilités et défis;
- V-Conclusion.

I-INTRODUCTION

- Le Sénégal a mis en place une institution d'assurance qualité, l'Autorité Nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur (ANAQ-Sup), en 2012, dans le cadre des réformes entreprises dans le sous-secteur;
- **L'ANAQ-Sup**, qui a des missions de régulation, d'accréditation des institutions, publiques et privées, sous tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur, de leurs filières et de leur diplômes, a démarré ses activités en 2013. Elle a déjà réalisé des évaluations institutionnelles et de programmes pour donner des avis conformes au gouvernement et pour accréditer les diplômes des institutions; voir son site Web: www.anaqsup.sn ;
- Même si l'enseignement à distance est déjà développé dans le pays depuis plus d'une décennie, en revanche, le phénomène des MOOCs y est d'un usage récent chez les étudiants et chez les professionnels, même si des données permettant d'évaluer leur pénétration et leur impact font défaut (comme dans tous les pays de la sous-région);
- La réflexion qui suit a pour objectif de présenter modestement la situation objective de l'enseignement à distance et des MOOCs au Sénégal, et de poser des questions sur les rôles et responsabilités des parties prenantes (acteurs) de l'assurance qualité et sur les procédures à envisager pour une garantie de la qualité de ce nouveau mode d'enseignement.



ANAQ-SUP

II-Etat des lieux et réalisations 1

- ❖ **options et réalisations de l'Etat en matière de TICs et d'enseignement à distance:**
 - **au niveau national :**
 - existence d'un ministère en charge des TICs;
 - mise en place d'un cadre législatif et réglementaire pour l'économie numérique, d'un fond de la solidarité numérique;
 - positionnement des TICs et de l'économie numérique dans tous les documents d'orientation stratégique (PSE);
 - existence d'infrastructures publiques (réseau gouvernemental en fibre optique) et privées (plusieurs opérateurs télécoms), une bonne couverture et connectivité internet.
 - **au niveau de l'Enseignement supérieur :**
 - le développement de l'enseignement à distance et des MOOCs dans les recommandations de la CNAES traduite par la décision présidentielle N° 2 « Mettre les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au cœur du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour améliorer l'accès à l'enseignement supérieur et l'efficacité du système »;
 - Création d'une université publique numérique : Université Virtuelle du Sénégal (UVS) avec des ENO dans chaque département;
 - multiplication par 10 de la bande passante internet des IES et l'introduction d'un indicateurs dans les CDP sur le nombre de cours mis en ligne.



II-Etat des lieux et réalisations 2

❖ Options et réalisations des IES en matière de TICs

- la prise en compte de l'enseignement à distance et des MOOCs dans la politique institutionnelle d'enseignement : création d'instituts ou de centre universitaire dédiés;
- Toutes les IES ont des réseaux campus en fibre optique;
- Engagement des IES dans leur CDP de développer des cours en ligne;
- Participation de l'UCAD et de l'UGB aux différentes activités de l'AUF et de l'UVA dans ce domaine;
- Création d'un réseau de campus numérique par un institut privé (ISEG);

Ce cadre politique, institutionnel, infrastructurel, en matière de TICs, développé par l'Etat et les IES, a deux conséquences: répondre à la forte demande d'accès à l'enseignement supérieur et favoriser le développement de l'enseignement à distance et des MOOCs.



ANA-SUP

III-LES MOOCs au SENEGAL

- **Un usage non maîtrisé car:**
 - l'étudiant sélectionne ses cours librement et souvent de manière solitaire;
 - le choix du cours est dicté par son accès libre, par sa disponibilité, par sa complémentarité au programme classique ou traditionnel;
 - inexistence de dispositif (Etat ou IES) qui permet d'évaluer le niveau de pénétration des MOOCs, pas d'enquête formelle connue au près des étudiants;
- **Quelques tendances notées:**
 - Les MOOCs sont suivis au Sénégal par les étudiants et par les professionnels;
 - un enseignant sénégalais de la FASEG de l'UCAD participe à un MOOC déjà en ligne sur France Université Numérique (FUN);
 - les MOOCs de l'académie de Khan (traduction en français par la Bibliothèque Universelle) et de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne sont suivis par des étudiants, souvent sur recommandation d'enseignants ou de leurs condisciples.



IV-Acteurs, responsabilités et défis 1

- ❑ Les parties prenantes de l'assurance qualité au Sénégal sont essentiellement l'Etat, l'ANAQ-Sup et les institutions;
- ❑ Quelles responsabilités et quels rôles pour chacun, face aux défis des MOOCs?

ETAT:

L'Etat qui a fait des options pour le développement de l'enseignement à distance et des MOOCs (Directive présidentielle N°2), doit appuyer la mise en place d'un dispositif national d'assurance qualité adapté pour garantir la qualité de telles formations. Pour cela il lui faudrait :

- ❖ Mettre en place un cadre législatif et réglementaire au plan national et participer aux accords communautaires et régionaux (UEMOA, CAMES, CEDEAO) pour encadrer de telles formations;
- ❖ Donner des orientations claires pour la prise en compte des MOOCs dans les programmes de formations des établissements.



IV-Acteurs, responsabilités et défis 2

ANAQ –Sup:

- ❖ Les MOOCs constituent désormais une donnée à intégrer dans les politiques et les pratiques d'assurance qualité, au vu de leur développement et des bénéfices tirés par les étudiants;
- ❖ Quelle procédures d'assurance qualité mettre en œuvre en fonction des options de l'Etat dans le sous-secteur et du contexte sous régional et international ?
- ❖ Quel cadre éthique mettre en place pour l'assurance qualité de tels enseignements? En sachant que leur caractère libre, ouvert et massif rend difficile le contrôle de leur qualité et la mise en œuvre d'une réglementation rigoureuse;
- ❖ Les référentiels actuels sont-ils adaptés à l'accréditation de tels enseignement?
- ❖ Quels besoins de renforcement de capacités identifiés du côté de l'ANAQ-sup et des institutions d'enseignement supérieur (IES)?
- ❖ Quels profils pour les évaluateurs externes?
- ❖ Comment accompagner les IES dans le processus de mise en place d'un dispositif d'assurance qualité interne adapté pour de tels enseignements?
- ❖ Quel système de validation des résultats des évaluations (les éléments de preuve, le processus de construction des jugements, etc.)?

IV-Acteurs, responsabilités et défis 3

IES:

- ❖ Quel Cadre institutionnel et réglementaire: responsabilités scientifiques, élaboration des UE, évaluation des enseignements, des étudiants, soutien aux étudiants;
- ❖ Quelles infrastructures et quels équipements pour de telles formations?
- ❖ Développer un partenariat technique et scientifique pour appuyer et accompagner la mise en œuvre des formations (partenariat avec les entreprises);
- ❖ Développer un système d'informations adapté pour l'analyse et la documentation dans le cadre du processus interne d'assurance qualité,

V-Conclusion

- ❖ Même si le développement spécifique des MOOCs au Sénégal n'est pas encore mesuré, l'environnement y est propice:
- L'option stratégiques de l'Etat pour le développement des TICs et l'existence de bonnes infrastructures, (large bande passante, 2^{ème} en Afrique subsaharienne et bonne pénétration pour l'internet) doivent favoriser l'intégration des MOOCs dans le dispositif de formation;
- La pratique des IES à délivrer des formations bimodales, en présentiel et en distanciel, les prédispose à adopter de telles formations.
- ❖ La nécessité de développer un mécanisme d'assurance qualité adapté aux formations à distance et aux MOOCs.

Il est important pour l'ANAQ-Sup de

- réadapter ses référentiels et ses procédures;
- Renforcer les capacités des experts et des gestionnaires des procédures.